



Observatoire de l'aide française à l'éducation dans les pays en développement

Édition 2017

Les saisons passent, les sommets internationaux (Forum mondial pour l'éducation d'Incheon en mai 2015, Sommet d'adoption des ODD en septembre 2015 et Hauts Panels annuels...) et les mandatures avec...

Des besoins accrus pour le financement de l'éducation mondiale

Hélas, pour cette 3ème édition de l'Observatoire de l'aide publique française à l'éducation (2ème sous l'égide de la Coalition Éducation), les constats varient trop peu. Malgré la mobilisation internationale autour des Objectifs de Développement durable (ODD) de portée universelle, et les besoins croissants attachés au Droit à une Education de qualité pour Toutes et Tous (hausse démographique en Afrique, défis de la scolarisation dans les pays fragiles et en crises, exigence de la qualité...), le financement de l'éducation au niveau mondial demeure largement insuffisant. Au rythme actuel de financement, nous aurons un retard d'au minimum 50 ans sur la mise en œuvre effective du Cadre d'action de l'éducation mondiale, conçu pour parvenir à une éducation inclusive d'ici 2030. La culture du « court terme » envahit notre quotidien, la politique, les solutions... mais ne saurait se conjuguer avec le développement... durable. Derrière les discours et la volonté de faire de l'éducation une priorité, réaffirmée lors du dernier comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) en 2016 et à l'Assemblée générale des Nations unies en 2017, la France prend-elle pleinement sa part dans la contribution à ce secteur clé pour le développement durable et l'ensemble des Droits humains ?

Cet Observatoire interroge la cohérence entre les engagements pris par la France dans sa politique d'aide internationale et les besoins pour l'avenir des enfants et des adultes. Dans une première partie il démontre les externalités positives d'un investissement dans l'éducation, en terme d'atteinte de tous les ODD : égalité de genre, santé, paix, croissance économique, réduction des effets du changement climatique etc. Dans une seconde partie, il analyse les chiffres de l'APD Education au regard des priorités de la France et des recommandations de la communauté internationale sur l'ODD Education.

Un secteur prioritaire pour la France.. et pourtant une aide à l'éducation trop peu priorisée

Si la France affiche l'éducation comme un secteur prioritaire de son aide internationale (en effet, en volume elle affiche près de 15% de son APD consacré à l'éducation, comme le recommande la Campagne mondiale pour l'éducation) dans les faits, l'analyse plus fine des chiffres qu'offre cet Observatoire révèle que ses contributions ne sont pas à la hauteur des besoins. Les volumes alloués à l'éducation de base demeurent trop insuffisants alors qu'elle devrait être le principal canal de soutien de l'APD éducation, comme le préconise l'ODD Education. Par ailleurs, l'aide française à l'éducation ne cible pas les populations des pays prioritaires de l'APD et notamment l'Afrique subsaharienne et le Sahel. La Coalition Éducation déplore, une fois de plus, que plus de 70% de l'aide à l'éducation soit alloué au post-secondaire et à l'enseignement secondaire, avec la quasi-totalité absorbée par les bourses et les frais d'écologies, qui sont les dépenses consenties par la France pour l'accueil et la formation d'étudiant.e.s étranger.e.s sur son territoire. La Coalition Éducation interroge leur comptabilisation dans « l'aide au développement » car, à ce jour, aucune étude ne permet d'évaluer le bénéfice de cette aide sur les systèmes éducatifs des pays du Sud.

Aujourd'hui, l'aide française à l'éducation n'est toujours pas à la hauteur des valeurs de la France et de l'importance que nos dirigeants accordent à l'éducation dans leurs nombreuses déclarations, tant sur le plan national qu'international. Nous proposons cet Observatoire de l'aide française à l'éducation comme un outil d'informations chiffrées et de mobilisation opportune à destination des élus, des responsables politiques et des militant.e.s citoyen.ne.s pour engager le gouvernement à se montrer cohérent avec les discours tenus en faveur de l'éducation pour toutes et tous.

Par Carole Coupez, Solidarité Laïque, cheffe de file de la Coalition Éducation

L'éducation : le meilleur investissement que le monde puisse réaliser pour atteindre les Objectifs de développement durable -----	p4
Aide à l'éducation de base : très insuffisante -----	p7
Aide à l'enseignement supérieur : une réalité en trompe l'oeil -----	p8
Répartition géographique de l'aide : loin des besoins les plus importants -----	p9
Aide multilatérale : redevenir un vrai partenaire de l'éducation dans le monde ----	p10
Financer une politique d'aide à l'éducation ambitieuse est possible -----	p11

L'éducation : le meilleur investissement que le monde puisse réaliser pour atteindre les Objectifs de développement durable

Avant d'analyser en détails les financements vers l'éducation, rappelons l'importance fondamentale de l'éducation et les résultats déjà obtenus dans ce domaine.

L'éducation est non seulement un droit fondamental, mais elle permet également d'accéder à tous les autres droits fondamentaux (UNESCO, 2016). Les investissements dans l'éducation ont en effet des externalités positives très fortes en termes de développement, tous secteurs confondus, comme en témoignent les illustrations qui suivent. Il n'en demeure pas moins que ces investissements restent encore largement insuffisants, compromettant ainsi l'atteinte d'ici à 2030, non seulement de l'ODD 4 "Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie", mais des ODD dans leur ensemble.

- **L'éducation est la clé pour libérer le potentiel de croissance économique d'un pays et réduire la pauvreté dans le monde.**



Si tou.te.s les étudiant.e.s de pays à faibles revenus sortaient du système scolaire en ayant acquis des compétences de lecture de base, **171 M** de personnes pourraient sortir de la pauvreté soit **une réduction de 12%** de la pauvreté mondiale.



Vaincre les inégalités femmes-hommes en termes d'éducation pourrait rapporter aux pays en développement entre **\$112** et **\$152 Mds** par an.



D'ici **2050**, le PIB par habitant des pays à faible revenu sera près de **70%** inférieur à ce qu'il pourrait être si tous les enfants allaient à l'école, soit une perte de **\$1 800 Mds** pour ces pays.¹



4 années de scolarisation primaire peuvent augmenter la productivité d'un agriculteur de près de **9%**.

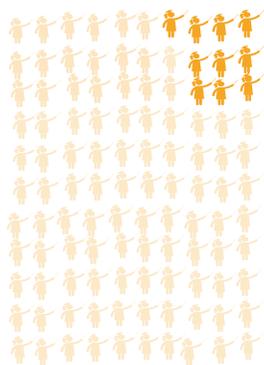


Augmenter de **1%** le nombre de femmes qui terminent l'enseignement secondaire peut entraîner une augmentation de **0,3%** de la croissance annuelle par habitant.



Chaque année de scolarisation représente **10%** d'augmentation du revenu potentiel d'un individu. A l'échelle nationale, chaque année de scolarisation supplémentaire se traduit par une hausse de **1%** du PIB annuel.

- Le moyen le plus efficace pour améliorer la santé des populations défavorisées est de scolariser les filles et les jeunes femmes.



+ 10%
de filles
scolarisées
dans le
secondaire
dans des pays
à faibles
revenus

350 000
enfants sauvés

15 000 mortalités maternelles
évitée chaque année



L'éducation et la mortalité maternelle et infantile

L'éducation des filles est souvent le facteur le plus déterminant quant à la mortalité infantile et maternelle. L'éducation facilite l'accès à des moyens de contraception et réduit le taux de grossesses précoces à risque - en partie parce que les femmes plus instruites ont habituellement moins d'enfants.

Afrique subsaharienne

En 2011, 1,8 M d'enfants auraient pu être sauvés si leurs mères avaient eu accès à au moins 1 an d'études secondaires.²

Si chaque fille terminait ses études primaires, la mortalité maternelle pourrait chuter de 70%.

Si les taux de mortalité infantile chutaient pour atteindre le niveau de ceux des enfants nés de femmes diplômées de l'enseignement secondaire, la vie de 1,2 M d'enfants de moins de 5 ans pourrait être sauvée chaque année.



700 000
cas de VIH pourraient
être évités chaque
année si tous les
enfants recevaient une
éducation primaire.

- L'éducation est un des principaux leviers pour promouvoir l'égalité des sexes.

Permettre aux femmes comme aux hommes d'accéder à une éducation de qualité et à la formation tout au long de leur vie et d'atteindre le même niveau d'éducation.



→ Réduire les disparités dans le secteur informel

Ghana - 35%
Kenya - 50%³

→ Agir sur les inégalités femmes-hommes sur le marché du travail.⁴

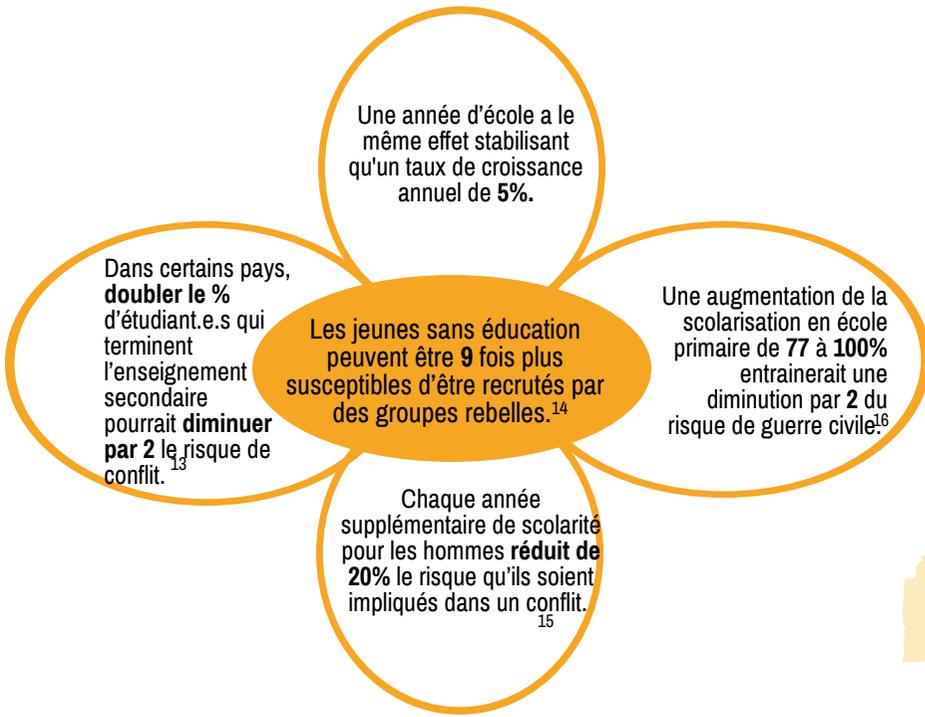
Constitue un rempart considérable aux mariages précoces/ forcés. Les filles ayant bénéficié d'un enseignement secondaire ont jusqu'à 6 fois moins de risques de se marier étant enfant. En se mariant plus tard, les jeunes femmes auront plus de chances de choisir elles-mêmes leur partenaire.⁶



Education et droits des femmes

- ⇒ L'éducation permet aux filles de **prendre leurs propres décisions** et de faire leurs propres choix concernant les soins de santé et la reproduction.⁷
- ⇒ Les études montrent que plus une femme est éduquée, plus elle sera encline à **discontinuer la pratique de l'excision**.⁸
- ⇒ En Inde, sans considération de caste, de religion, de classe ou d'affiliation politique, une relation positive évidente a été constatée entre le niveau d'éducation d'une fille et ses chances de voter et de **se présenter à des élections**.⁹
- ⇒ Une étude de femmes leaders à différents niveaux de gouvernement dans 8 pays (dont le Brésil, l'Égypte, le Ghana et la Palestine) a montré que les femmes avec un niveau d'éducation plus élevé avaient **des postes à responsabilité plus élevée**.¹⁰
- ⇒ L'éducation des hommes et des femmes permet de **diminuer les violences sexistes**. En Éthiopie, 68% des femmes sans instruction pensent que la violence se justifie quand une femme a fait brûler les repas, contre 61% des femmes ayant été au primaire et 24% des femmes qui ont fait des études secondaires ou supérieures.¹¹

● **L'éducation participe grandement à la stabilité d'un pays et à la diminution du risque de conflits.**



L'éducation dans les zones de conflits

Plus de **52%** des enfants en âge d'aller à l'école primaire vivent dans des pays affectés par des conflits ou instables et **69%** des enfants non-scolarisés se trouvent dans ces pays.¹²

Nigeria

Dans la région du delta du Niger, une personne qui était allée à l'école primaire avait **44%** de chances de moins de prendre part au conflit qu'une personne qui n'avait jamais été scolarisée.¹⁷

Mozambique

Le manque d'éducation et d'opportunités professionnelles a fortement influencé la décision des jeunes femmes à rejoindre les groupes armés.¹⁸

● **L'éducation permet de diminuer les émissions de CO2 et de réduire les effets du changement climatique**



Education et changement climatique

Environ **100 M** d'enfants sont affectés par des catastrophes naturelles chaque année et ce chiffre devrait continuer d'augmenter avec le réchauffement climatique.²⁰

Grâce à l'éducation, les communautés peuvent développer leurs connaissances des effets du changement climatique, apprendre à se protéger des conséquences et réduire leur propre empreinte carbone. L'éducation permet notamment d'accroître la résilience de communautés vulnérables, qui ont encore plus de chances d'être touchées par le changement climatique.²¹

Les recherches montrent que **l'éducation des filles réduit la vulnérabilité d'un pays face aux catastrophes naturelles.**²²

Notes

- The Case for Investment (2011-2014). Global Partnership for Education
 Page 4
 1. The Learning Generation: Investing in Education for a Changing World, Commission internationale pour le financement de possibilités d'éducation dans le monde. 2016.
 Page 5
 2. Education Counts: Towards the Millennium Development Goals. UNESCO. 2011a. Paris, p.16
 3. Chua, 2016 In Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. Global Education Monitoring Report. 2016
 4. Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. Global Education Monitoring Report. 2016.
 5. ICRW Solutions to end child marriage. Washington D.C., 2011.
 6. Apprendre pour la Vie. Parce que je suis une fille, la situation des filles dans le monde. Plan International. 2012.
 7. Apprendre pour la Vie. Parce que je suis une fille, la situation des filles dans le monde. Plan International. 2012.
 8. Leveraging Education to End Female Genital Mutilation/Cutting Worldwide, International Center for Research on Women.
 9. Gleason, 2001 In Apprendre pour la Vie. Parce que je suis une fille, la situation des filles dans le monde. Plan International. 2012
 10. Tadros, 2014 In Gender Review: Creating Sustainable Futures for All. Global Education Monitoring Report. 2016
 11. Apprendre pour la Vie. Parce que je suis une fille, la situation des filles dans le monde. Plan International. 2012.
 Page 6
 12. A Platform for Education in Crisis and Conflict. Global Partnership for Education. 2015.
 13. Safer, Healthier, Wealthier: How G20 Investments in Girls' Education Improve our World. Malala Fund and Global Education Monitoring. 2017.
 14. Global Education Monitoring Report. UNESCO.
 15. Where Peace Begins, Education's Role in Conflict Prevention and Peacebuilding. Save the Children. 2008.
 16. Thyne, 2006 In Education Cannot Wait Financing Education in Emergencies Challenges and Opportunities. Global Education Cluster.
 17. Oyefusi, 2007 In Education Cannot Wait Financing Education in Emergencies Challenges and Opportunities. Global Education Cluster.
 18. McKay and Mazurana, 2004 In Education Cannot Wait Financing Education in Emergencies Challenges and Opportunities. Global Education Cluster.
 19. In the Face of Disaster, Children and Climate Change. Save the Children. 2008
 20. A Platform for Education in Crisis and Conflict. Global Partnership for Education. 2015.
 21. Not Just Hot Air: Putting Climate Change Education into Action. UNESCO. 2015.
 22. Safer, Healthier, Wealthier: How G20 Investments in Girls' Education Improve our World. Malala Fund and Global Education Monitoring. 2017.

Dans le contexte actuel, où les inégalités, la pauvreté et l'obscurantisme touchent des pays, des régions entières, en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient, l'urgence d'investir dans l'éducation de base n'a jamais été aussi forte. La Coalition Éducation dénonce - sur la base d'une étude précise des derniers chiffres de l'aide publique au développement (APD) déclarés par la France à l'OCDE - que l'aide française à l'éducation est insuffisante, et surtout qu'elle n'est pas dirigée vers les sous-secteurs, les pays, et les publics qui en ont le plus besoin.

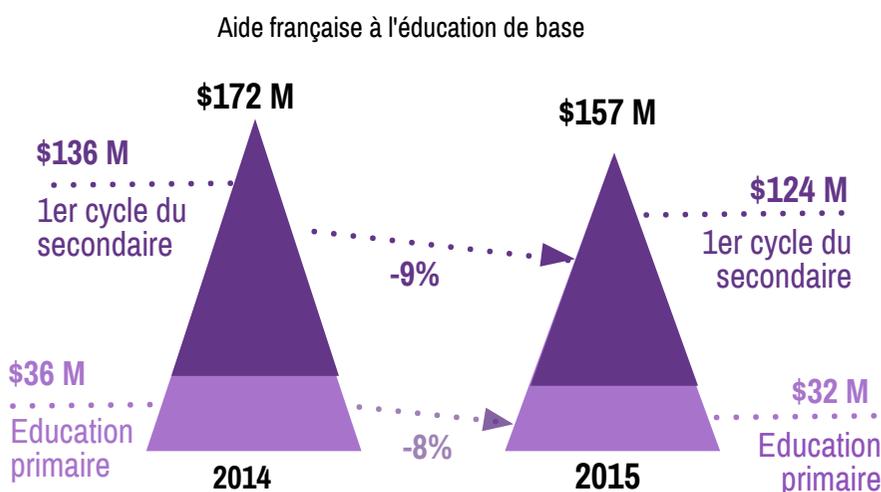
Aide à l'éducation de base : très insuffisante !

L'éducation de base doit être assurée à chacun(e) sans discrimination ni exclusion. Elle vise à l'acquisition de connaissances et de compétences pour répondre aux besoins fondamentaux, et le plein épanouissement de la personne humaine à travers le développement de la capacité de compréhension, l'esprit critique, la citoyenneté, le sens de la justice, etc.

- **L'éducation de base ne représente que 16% de l'aide bilatérale à l'éducation soit seulement 2,5% de l'aide publique française au développement totale.**



- **Entre 2014 et 2015 l'aide à l'éducation de base a chuté de 9%.**



L'éducation de base

Selon la définition de l'UNESCO : "Ensemble des activités éducatives se déroulant dans différents environnements (formels, non formels et informels) qui visent à répondre aux besoins éducatifs fondamentaux. Selon la Classification internationale type de l'éducation (CITE), l'éducation de base comprend l'enseignement primaire (première phase de l'éducation de base) et le premier cycle de l'enseignement secondaire (deuxième phase)." "En dehors d'une période de pré-scolarité dont l'Etat peut fixer la durée, l'éducation de base s'étend sur 9 ans au minimum et atteint progressivement 12 ans. Elle est gratuite et obligatoire sans discrimination aucune ni exclusion."

RECOMMANDATION

1

La France devrait maintenir la part de 15% de l'APD totale pour l'éducation. Cela représenterait \$757 M (€636 M) de financements additionnels pour le secteur de l'éducation d'ici 2020, en tenant compte d'une augmentation générale de l'APD pour atteindre l'objectif de 0,55% du RNB d'ici à 2022. Cette part devrait être entièrement consacrée à l'enseignement primaire et secondaire dans les pays à faible revenu et les États fragiles.

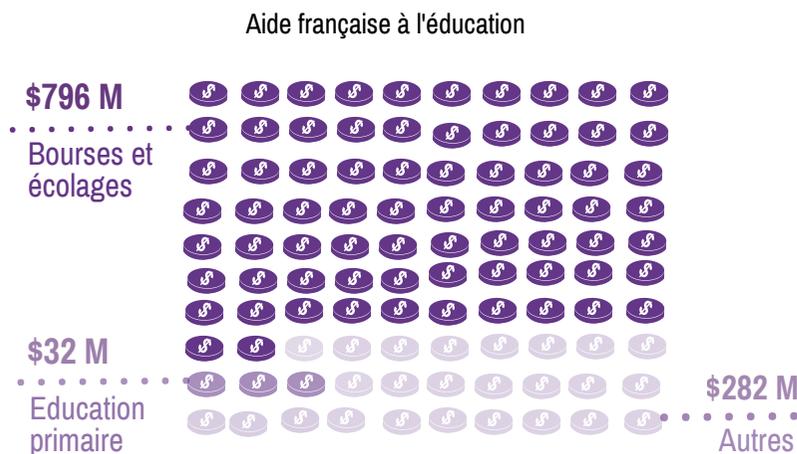
Note : Selon l'OCDE, l'éducation de base comprend l'éducation pré-scolaire, le primaire et l'alphabétisation ainsi que l'acquisition de compétences « de base » pour les adultes. Elle ne comprend pas le niveau secondaire. Ce document s'appuie sur les données de l'OCDE, mais sur la base d'un calcul coïncidant avec la définition de l'éducation de base retenue par l'UNESCO, ainsi que par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Aide à l'enseignement supérieur : une réalité en trompe l'oeil

Aucune étude ne permet aujourd'hui d'établir l'impact des frais d'écologie et des bourses sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays d'origine des étudiant.e.s. La quasi-totalité de ces dépenses bénéficie à des étudiant.e.s résidents en France, dont un grand nombre ne retourne pas dans leur pays d'origine à la fin de leur scolarité. Les principaux bénéficiaires de bourses ne sont pas issus des pays les plus pauvres, mais de pays à revenu intermédiaire ou dits « émergents ». Les étudiant.e.s concerné.e.s sont ceux ayant atteint un niveau d'enseignement supérieur de qualité, en majorité issus de groupes socioéconomiques favorisés.

La plupart des pays donateurs ne comptabilisent pas les bourses et frais d'écologie dans leur APD, ou seulement une faible proportion, évitant ainsi de « gonfler » les chiffres avec des dépenses qui ne bénéficient pas directement à l'éducation des populations en situation de pauvreté dans les pays en développement.

- En 2015, les bourses et écologies représentent **72%** de l'aide bilatérale à l'éducation soit **24 fois** la part dédiée à l'éducation primaire pourtant affichée comme la priorité de l'APD Education de la France.



Les frais d'écologie

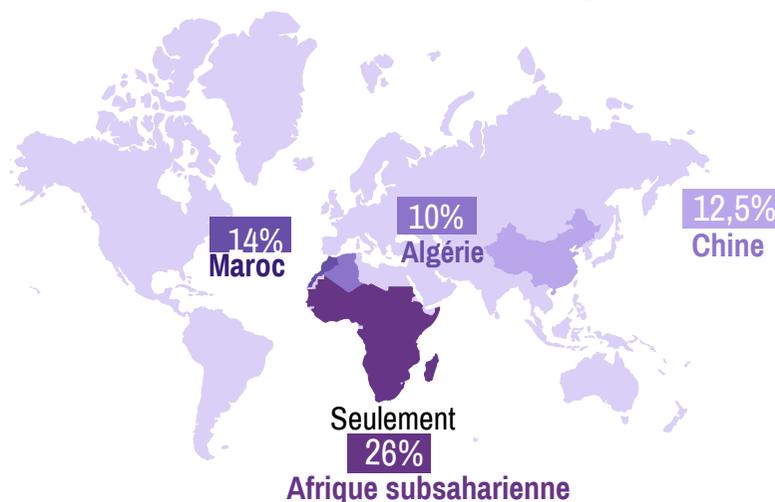
Les frais d'écologie désignent les dépenses consenties par la France pour l'accueil et la formation d'étudiant.e.s étranger.e.s sur son territoire. Les critères établis par le CAD de l'OCDE accordent l'éligibilité de ces dépenses dans la comptabilisation de l'APD, ce que la Coalition juge discutable.

Part que représente les écologies dans l'aide à l'éducation

Japon	4,6%
Danemark	7,5%
Royaume-Uni	10%
France	72%

- Seulement **17%** (soit **\$138 M**) des écologies et bourses sont alloués aux **17 pays prioritaires de l'aide française**.

Principaux pays bénéficiaires des bourses et des écologies français



RECOMMANDATIONS

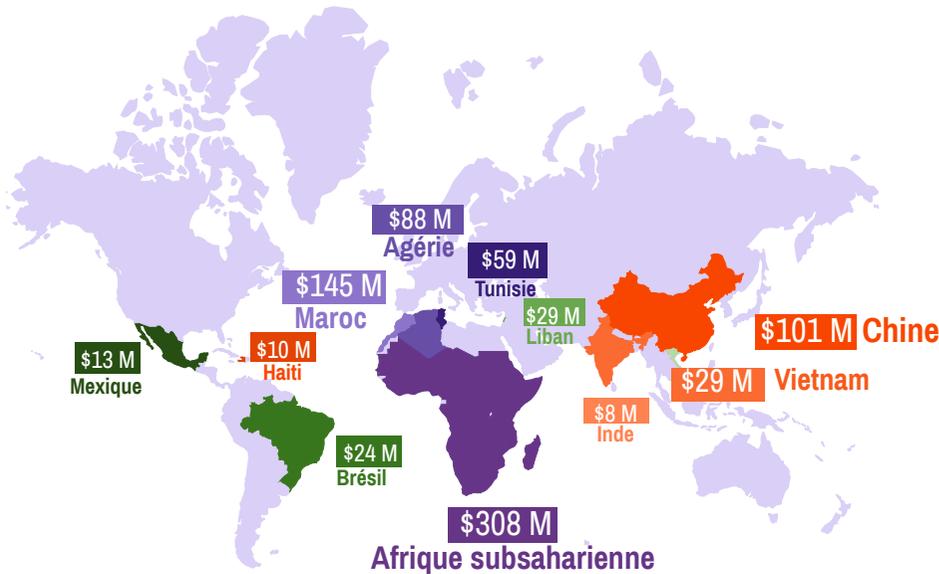
- 2 L'aide à l'éducation bilatérale officiellement comptabilisée dans l'APD (selon les critères de l'OCDE) doit n'inclure que les bourses et les frais d'écologie bénéficiant aux 17 pays prioritaires de l'aide française.
- 3 Une analyse de l'impact réel de ces dispositifs de bourses et frais d'écologie sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays partenaires doit être menée ainsi qu'une réflexion plus large sur comment soutenir le développement et l'accès à un enseignement tertiaire de qualité pour les étudiant.e.s dans les pays les plus pauvres.

Répartition géographique de l'aide : loin des besoins les plus importants !

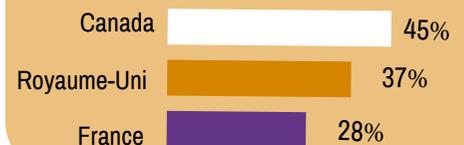
Parmi les 17 pays identifiés comme prioritaires de l'aide française au développement, 16 se situent en Afrique subsaharienne. Cette région connaît le taux de croissance démographique annuel le plus rapide au monde (2,4 % selon l'UNESCO), cause importante d'une demande croissante de services éducatifs. Selon l'ONU, le nombre d'enfants à scolariser y augmentera pour atteindre 444 millions en 2030. Aujourd'hui, 1/4 des enfants d'âge primaire ne sont pas scolarisés en Afrique subsaharienne, notamment parmi les populations les plus éloignées géographiquement et socio économiquement de l'Ecole. L'aide de la France à l'éducation dans les pays qui en ont le plus besoin est insuffisante et ne permet pas de compenser les profondes disparités sous-sectorielles qui persistent.

- En 2015, la France n'alloue que **18,5%** de son aide bilatérale à l'éducation aux 17 pays prioritaires de l'APD et **28%** à l'Afrique subsaharienne.

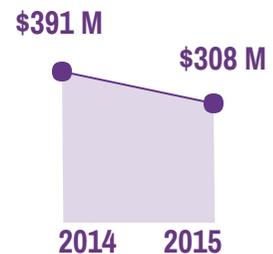
Principaux bénéficiaires de l'aide française à l'éducation



Part de l'aide à l'éducation allouée à l'Afrique subsaharienne



EN 2015 l'aide de de la France à l'éducation en Afrique subsaharienne baisse de 21%



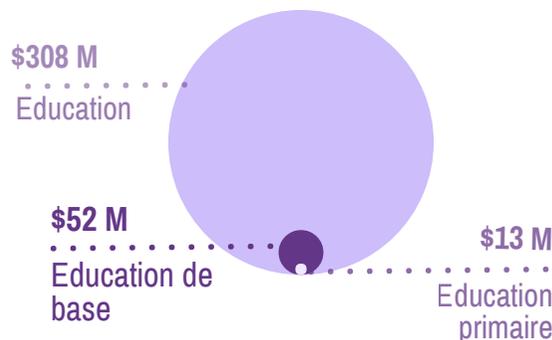
- En Afrique subsaharienne, la France alloue seulement **17%** de son aide bilatérale à l'éducation à l'éducation de base dont **4%** à l'éducation primaire.

Royaume-Uni

\$129 M dédiés à l'éducation de base dans les pays d'Afrique subsaharienne.

30% de son aide à l'éducation en Afrique subsaharienne dédiée à l'enseignement primaire.

Répartition sectorielle de l'aide française à l'éducation en Afrique subsaharienne



Pays prioritaires

17 pays ont été désignés comme prioritaires pour l'APD française par le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement en 2016 : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Ethiopie, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo.

RECOMMANDATIONS

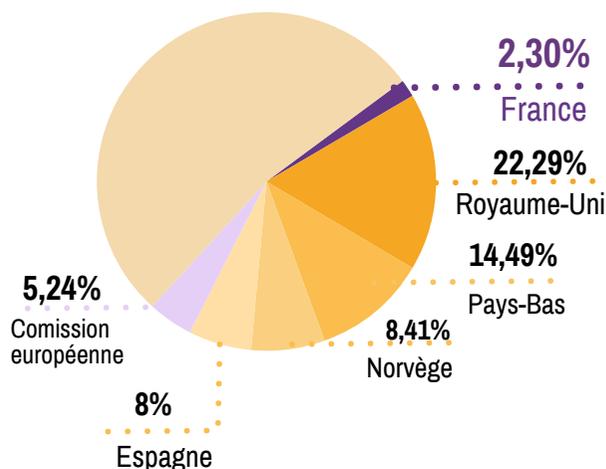
- 4 La part de l'aide à l'éducation destinée aux pays prioritaires de l'aide française doit être progressivement rehaussée pour atteindre au moins 50 %, en priorisant l'éducation de base.
- 5 La France doit contribuer, en coordination avec les autres acteurs de l'aide, à appuyer les Etats dont les structures de gouvernance sont les plus fragiles, pour renforcer leurs capacités en matière de conception et de mise en œuvre des politiques éducatives.

Aide multilatérale : redevenir un vrai partenaire de l'éducation dans le monde

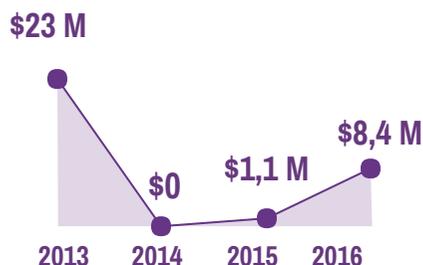
L'aide de la France à l'éducation dans les pays en développement passe également par l'intermédiaire de mécanismes de financement multilatéral dont le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et le Fonds *Education Cannot Wait*. Aujourd'hui, la contribution de la France à ces fonds est bien en deçà de ses engagements et très faible en comparaison des efforts consentis par d'autres pays.

- **Le Partenariat mondial pour l'éducation : après un fort désengagement en 2015, la France contribue à la hauteur de \$8,4 M en 2016. Retour à une trajectoire ascendante qui doit se poursuivre pour revenir à un engagement crédible de la France.**

Contributions reçues par le PME depuis sa création (2003-2016)



Contributions de la France au PME



Partenariat mondial pour l'éducation

Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) est le principal mécanisme de financement multilatéral de l'éducation au niveau mondial, qui met l'accent sur l'éducation de base dans les pays les plus pauvres. Depuis sa création en 2002, le PME estime que grâce à son appui, 64 Ms d'enfants ont été scolarisés au niveau primaire ; et que le nombre de filles non scolarisées dans les pays partenaires du GPE a diminué de 9,3 Ms. Sur le plan financier, on constate une augmentation du financement intérieur pour l'éducation dans les pays partenaires après qu'ils aient rejoint le PME, qui appuie la conception et la mise en œuvre de politiques éducatives nationales.

Pour 2015-2018 le budget du PME est de \$28,1 Mds, correspondant aux \$26 Mds promis par les pays en développement, et \$2,1 Mds par les pays donateurs.

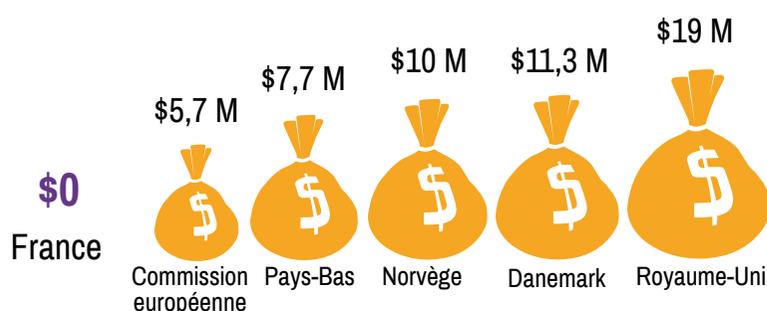
Le 8 février 2018 se tiendra la troisième conférence de reconstitution des ressources du PME pour la période 2018-2020 dont l'objectif est de réunir \$3,1 Mds de contributions des pays donateurs, un temps absolument décisif pour le Fonds. La France a annoncé qu'elle co-organisera, avec le Sénégal, cette conférence.

Contributions au PME en 2016



- **Fonds *Education Cannot Wait* : avec une contribution de \$0 en 2016 et \$2,23M en 2017, l'engagement français n'est pas à la hauteur de la crise éducative.**

Contributions au Fonds *Education Cannot Wait* en 2016



Fonds *Education Cannot Wait*

Le fonds *Education Cannot Wait* a été créé en 2016. Dédié à l'éducation dans les situations d'urgence, il vise à lever \$3,85 Mds d'ici à 2021. Au cours des 5 prochaines années, le fonds vise plus de 13,6 millions d'enfants et de jeunes vivant dans des situations de crise, tels que conflits, catastrophes naturelles et épidémies, afin de leur fournir une éducation de qualité. À l'horizon 2030, ce fonds espère avoir contribué aux besoins éducatifs de 75 millions d'enfants et de jeunes.

Selon le HCR, sur les 6 M d'enfants réfugiés dans le monde et en âge d'être scolarisés, 3,7 M n'ont accès à aucune éducation.

RECOMMANDATIONS

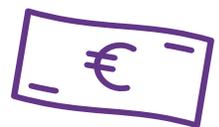
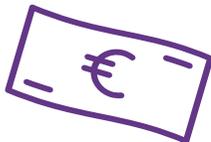
- 6 La France doit augmenter sa contribution au PME pour les prochaines années pour un total d'au moins \$300 M (€252,4 M) sur la période 2018-2020 et ainsi entraîner d'autres bailleurs à faire de même.
- 7 L'effort en faveur de l'éducation des enfants et jeunes réfugiés doit être amplifié, à travers une contribution significative au fonds *Education Cannot Wait*.



Financer une politique d'aide à l'éducation ambitieuse est possible

La taxe sur les transactions financières (TTF) française pourrait dégager davantage de ressources pour le développement - qui pourraient bénéficier à l'éducation, au même titre que la santé et le climat - contrairement à ce qui a été prévu par le Projet de loi de finance 2018 (PLF). En effet, le PLF prévoit le maintien des taxes affectés au développement (TTF et taxe sur les billets d'avion) au même niveau que l'année précédente, c'est-à-dire un milliard d'euros. Le gouvernement ne prévoit donc pas d'allouer 100% des recettes de la TTF au développement, contrairement à l'annonce faite par le Président de la République au sujet de la taxe européenne du 25 septembre dernier.

Le Parlement pourrait se saisir de cette question et allouer 100% des recettes de la taxe au développement ce qui représenterait une augmentation d'environ 700 millions d'euros. Par ailleurs, le PLF revient sur une des mesures votées par le Parlement l'année dernière : celle de taxer les opérations intra-journalières dès le 1er janvier 2018 ce qui aurait également permis d'accroître de manière significative les recettes.



Notes

Les chiffres indiqués dans ce document portent sur les décaissements déclarés par la France au titre de l'APD pour l'année 2015 au CAD de l'OCDE, exprimés en dollars US constants 2015. Source : <http://stats.oecd.org/qwids/>
Le taux de change utilisé dans le document est celui de Boursorama au 25 septembre 2017.

Global Partnership for Education.
Consolidated annual financial report for 2016, Global Partnership for Education. 2017.
Education Cannot Wait
Inter-Agency Network for Education in Emergencies
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France



Coalition Éducation
22 rue Corvisart, 75013 Paris
tél : 01 45 35 13 13

communication@coalition-education.fr

 @CoalEducation

 Coalition Éducation

 Coalition Éducation

Organisations membres de la Coalition Éducation :



La Coalition Éducation est soutenue par l'Agence Française de Développement.

